

En Italie comme dans la Pologne, l'Eglise souffre en tout genre. Simples fidèles, prêtres, religieux, pontifes, œuvres de piété, moralité et doctrine catholiques, hommes et choses, tout est gêné, ou discrédité, ou violé, ou tenu pour suspect et même mis sous la main de fer du régime de la force pour peu que le gouvernement usurpateur ou oppresseur y suppose des tendances d'affranchissement ou d'un simple allègement de la part des opprimés. Le monde catholique a admiré la dernière allocution de son chef auguste, le saint et glorieux Pie IX, dénonçant, avec une fermeté toujours croissante, le puissant autocrate de toutes les Russies. Il l'a signalé solennellement comme un persécuteur décidé de la foi catholique chez l'infortuné peuple polonais qui, poussé à bout dans la réclamation incessante de ses droits les plus sacrés, a cru devoir, encore une fois, tenter le dernier et terrible moyen des armes pour obtenir justice.

Les paroles du Saint-Père ont été aussi justes qu'elles étaient fermes et opportunes. Il faut savoir distinguer, quand on veut sincèrement la justice et la vérité, entre les iniquités de tout genre de la Révolution proprement dite, et les excès de pouvoir d'une Puissance usurpatrice ou oppressive. Pie IX n'a pas craint, ce représentant le plus élevé, ici bas, de la justice divine, cet interprète le plus autorisé de toute justice sur cette terre, Pie IX n'a pas craint d'inculper, à la face du monde entier, la conduite oppressive d'Alexandre II envers les Polonais; pas plus qu'il n'a craint, depuis son avènement au suprême pontificat, de censurer, de proscrire, d'anathématiser même les excès de la Révolution et du piémontisme. Il n'a pas été retenu par cette fausse idée qu'en dénonçant un Pouvoir injuste et oppresseur, il pouvait prêter à la Révolution des armes contre l'autorité des princes régulièrement constitués. Non; Pie IX s'est nettement expliqué sur ce point délicat, que les esprits extrêmes ont voulu tordre à leur façon, et que le gouvernement russe surtout a pris, on devait s'y attendre, dans le pire sens possible. Peu importe, le docteur universel en matière de principes, Pie IX, sait plus que personne qu'avant tout et envers tous il faut être juste. Toute paix n'est vraie qu'à cette condition. L'ersonne mieux que lui ne sait et n'a mieux pratiqué le vrai sens de cet oracle divin : *Justitia et pax osculatae sunt*. Et en même temps il sait, comme tout autre, ce que pensait même, à ce sujet, la sagesse païenne, formulant cette maxime devenue célèbre non sans raison : *Fiat justitia, ruat cælum*.

L'Empereur de Russie a fait retirer de Rome son ambassadeur à la suite des paroles du Saint-Père, stigmatisant la persécution de ce prince contre ses sujets catholiques en Pologne. C'est un petit moyen diplomatique bien connu et souvent pratiqué par la politique toute humaine, lorsqu'elle en est arrivée à bout de raisons plus solides. Pie IX et l'Eglise ont vu bien d'autres entraves que celles-là. Ils en sortiront comme toujours libres et triomphants.

La presse russe et celle des autres pays qui ignorent ou feignent d'ignorer la légitimité des droits réclamés

par les Polonais, se donnent comme la mauvaise presse d'Italie à l'égard des faits et gestes de la Révolution et de Victor-Emmanuel, pour dénaturer la cause et les efforts des Polonais. Toujours est-il, on a beau faire, que le monde sait, comme pour l'Italie, que la nation opprimée se défend avec héroïsme, et qu'en retour de cet héroïsme, le Pouvoir oppresseur ne lui ménage point l'exil, la spoliation, les fers, la mort même; tant chez les simples particuliers que dans la noblesse et le clergé. C'est le digne pendant du régime piémontais, trait pour trait.

L'Espagne subit en ce moment, elle aussi, de même que la Belgique, des crises politiques nées depuis longtemps en principe, et dues au régime *régénérateur* de notre ère révolutionnaire. Le système constitutionnel, tel qu'on le pratique partout, aujourd'hui, n'y peut rien. Au contraire, devenu en effet là comme ailleurs; parfaitement impuissant à remédier au mal, il le *légalise* le plus souvent, et par là, il trompe la conscience des peuples, qui n'étant plus retenus par aucun lien moral, s'en vont se déchirant à belles dents pour des intérêts de partis politiques, plutôt que pour l'intérêt religieux, moral et national. Tout cela finira, si Dieu le veut, quand par l'excès du mal dont est prise la société chrétienne du jour, on voudra voir clair et juste partout. Humainement parlant, nous sommes bien loin malheureusement de voir ainsi. Mais Dieu a ses temps et ses mesures; attendons, avec Pie IX, en tout calme et confiance.

Le Danemark va-t-il être, ou non, démembré comme la Pologne? Voilà ce dont s'occupent, à Londres, les plénipotentiaires des grandes puissances. En attendant, l'armistice heureusement se continue, et épargne bien des vies, des larmes et des misères de tout genre. Le *droit nouveau* et le *respect des nationalités*, qui doivent fixer à jamais l'équilibre et le repos de l'Europe, et qui contrairement à ces belles visées, ont, depuis plus de trois ans fait couler tant de sang et accumuler bien des ruines, ne sont plus de mise, il paraît, en faveur du Danemark, non plus que pour la Pologne; mais ils l'auront été pour consolider l'empire ottoman et arrondir la royauté usurpatrice du Piémont. C'est la leçon nouvelle et la guerre de protection inattendue que donnent aujourd'hui les grandes puissances *protectrices du repos de l'Europe* aux petits royaumes incapables par eux-mêmes de se protéger. L'Angleterre et la France, par un touchant accord, en sont venues à cette étrange conclusion à l'égard du Danemark, après avoir, toutes deux, promis solennellement et en belles phrases leurs sympathies et leur appui à leur malheureux protégé. Le sort du Danemark ne tient plus donc qu'à un fil, à moins qu'à son occasion, puisqu'on ne songe plus à la Pologne et à l'Italie dans les conférences diplomatiques, une guerre générale ne se déclare et qu'une nouvelle carte de l'Europe, fruit de cette guerre ne réserve au Danemark ainsi qu'à la Pologne quelque chance de vie durable et nationale.

En France, les Chambres législatives ont clos leurs travaux. Des débats assez prononcés sur certains sujets épineux ont paru d'abord inquiéter quelque peu